

Le devenir du conflit mozambicain

YVES GOUDINEAU

Je reviens sur ce que disait Marc Henri Piault précédemment sur le fait que tout projet social guerrier n'est pas forcément illusoire, parce qu'il y a une possibilité de victoire au bout. C'est sans doute vrai, mais si on se situe – ce qui était mon propos – dans le contexte de *La cause des armes*, on a le sentiment que Christian Geffray ne pense pas un instant que la Renamo puisse tenir longtemps. D'où son traitement de cette promotion individuelle des jeunes par la guerre comme illusoire, avec l'idée tacite qu'ils vont se retrouver dans une situation pire que celle où ils étaient au départ. Ou encore son analyse de l'illusion du projet social collectif de ces chefs de lignage, qui font alliance avec la Renamo parce qu'ils ont l'impression qu'elle leur offre un espace de socialisation que le Frelimo leur refuse. Il y a partout en filigrane la conviction que la Renamo, en dépit des mobilisations qu'elle a pu capitaliser, est condamnée à assez court terme parce qu'elle n'a pas de vrai projet politique. Pourtant, cette dernière a finalement réussi à perdurer jusque récemment et, d'une certaine manière, à se transformer. Comment l'expliquer, dès lors que les analyses de Geffray étaient fondées, et lui-même a-t-il été étonné et s'est-il posé ensuite la question ?

MICHEL CAHEN

Les analyses de Geffray sont évidemment à rapporter, d'une part, aux années dans lesquelles il a travaillé, qui correspondent au début des négociations qui se profilaient en 1989 avec, alors, une certaine chute de la dynamique de la Renamo dans la situation de guerre, et à rapporter, d'autre part, à la zone de son étude. À cet égard, il n'y a pas de raison de contester l'essoufflement qu'il y constate, quand il dit : « Au début les gens aimaient la guerre, maintenant ils aiment fuir... » Cela dit, je crois que sur la question du projet social guerrier il faut bien distinguer les moments, et voir à quel niveau celui-ci se situe au sein de la Renamo. Il est certain qu'il y a eu des situations, pendant ces années troublées, où des gens constataient qu'ils vivaient mieux avec une kalachnikov que

sans. Des contradictions qui, auparavant, auraient pu se résoudre au plan civil et qui ont été résolues de façon militaire. Geffray a eu raison de dire que ces jeunes soldats, engagés par rapt ou de façon volontaire, ont pu vivre alors cet engagement dans la Renamo comme un projet social, pas forcément à très long terme, mais qui leur semblait préférable à ce qu'ils vivaient précédemment. Surtout, il a bien montré que sans cela la mobilisation d'un corps armé n'aurait pas pu fonctionner. Maintenant, pour ce qui est de la direction de la Renamo, je crois que, très tôt, il ne s'agit pas de cela et qu'elle a un discours politique. J'ai eu la chance d'avoir accès à un petit bout de ses archives, de 1982 à 1986 (des documents internes, des transmissions, etc.), et ce qui est fascinant c'est d'y voir comment la totalité du vocabulaire utilisé est non seulement politique, mais qu'il est très exactement celui du Frelimo. L'ennemi est *haï*, mais l'ennemi est le modèle. L'objectif n'est pas, comme en Angola, d'éliminer l'adversaire, mais d'entrer dans la nation du Frelimo, et le chef actuel de la Renamo dit lui-même que « la Renamo est le produit du Frelimo ». Je pense que, dès le départ, les dirigeants de la Renamo ont compris que leur survie ne pouvait être que politique.

ISABEL RAPOSO

Le projet politique de la Renamo était malgré tout – et reste sans doute – assez court : c'était avant tout « *abaixo* », pour reprendre ses mots, c'est-à-dire contre tout ce qu'était le Frelimo. Son projet c'était la négation du Frelimo. Les dernières années de guerre, avec toutes les cruautés commises envers le peuple qu'elle tenait sous son contrôle, ont vu le soutien que la Renamo avait pu recueillir, s'affaiblir au profit du Frelimo. C'est en effet l'époque où Geffray fait ses enquêtes, et ses conclusions restent justes pour cette période. Mais après, je crois qu'il n'a plus suivi de près l'évolution de la situation. Or, en fait, après les élections, il y a eu un changement parce que la Renamo a eu une autre attitude, elle est devenue un élément de la société civile et politique, avec une ébauche de projet social, et une volonté plus explicite de participer à la gestion de l'évolution du pays. Pour donner une image assez parlante, je rappellerai que le chef de la Renamo vit aujourd'hui dans une grande maison qui fait face au palais du président !

MICHEL CAHEN

Oui, c'est exactement cela : la Renamo dès le début est un mouvement « *contra* ». Il est vrai que le Frelimo c'était « *abaixo* », « à bas » le féodalisme, etc., avec, un peu comme le Front de libération nationale (FLN) algérien de 1961-1965, des sympathies nombreuses et variées de certaines élites et d'intellectuels, depuis d'anciens curés à des maoïstes reconvertis

en passant par des généraux à la retraite... Par rapport à cela, la Renamo s'est posée en disant « *abaixo le abaixo* », « à bas les à bas » ! Et c'est un discours qui a été reçu, et qui l'est encore, surtout parce que beaucoup de Mozambicains en ont assez du pouvoir du parti unique, devenu hégémonique, et qu'ils sont prêts à utiliser un corps politique qui veut représenter leur refus. Cela a toujours été le cas en fait. Même dans les zones où Geffray avait constaté une fatigue de la guerre, imputée à la Renamo, les gens ont voté massivement en sa faveur lors des élections libres de 1994 et de 1999. La Renamo a toujours eu un pouvoir local, et au niveau global ses soutiens ont varié, se sont déplacés, selon l'évolution du conflit. Le problème reste que la Renamo – même si elle est maintenant inscrite dans la société et est effectivement une représentation sociale d'une partie de la population – est totalement incapable de faire de vraies propositions politiques alternatives. Son programme, finalement, est en gros le même que celui du Frelimo, simplement elle veut que ce ne soit plus les mêmes gens qui détiennent le pouvoir.

FRÉDÉRIC LÉTANG

Quand on parle de guerre comme projet social, il ne faut pas oublier de désigner également quels types de sociétés et d'économies sont derrière : comment ces guerres sont financées, quelle en est la base économique. Geffray m'avait dit à ce propos : « Aujourd'hui, il n'y a presque aucune guerre qui ne soit financée par le narcotraffic. » C'était bien après qu'il ait travaillé au Mozambique, et il s'intéressait alors à l'économie de la drogue en Colombie. Mais il estimait que, même pour l'Afrique, la constitution de sources d'approvisionnements financiers était un moteur de la guerre. Qu'en a-t-il été en fait pour la Renamo ?

MICHEL CAHEN

Rien vraiment de tel pour la guerre civile mozambicaine. Un tout petit peu de trafic d'ivoire de défenses d'éléphant, mais il n'y en avait déjà plus beaucoup et, ensuite, les écologistes sont passés par là et le marché s'est tari. Quant à l'idée d'une Renamo financée par l'Afrique du Sud, idée largement répandue et à laquelle, je crois, souscrivait en partie Geffray, elle est presque entièrement erronée. L'Afrique du Sud a financé les télécommunications ; pour le reste c'est une guerre qui s'est financée elle-même. Pourquoi donc acheter des fusils, alors qu'il suffisait d'aller à la caserne du Frelimo d'à côté ? Le combat durait trente secondes, et on prenait toutes les armes ! C'est une guerre qui a ponctionné la population, mais qui n'est pourtant pas une guerre d'appropriation, parce qu'il n'y a pas eu d'accumulation du capital.